

Hôpital SAN SALVADOUR
4312, route de l'Almanarre
83400 HYERES

Tél : 04 94 38 08 36

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Consultation N°084_TX_2506

Objet : Mission de contrôle technique pour la construction du bâtiment Stade sur le site de San Salvador (APHP)

Pour la période allant de la notification du présent lot à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Ce document comprend 20 pages.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOUR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	1 / 20

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 : Objet	3
1.2 : Contenu de l'opération	3
1.3 : Forme	6
1.4 : Durée	6
1.5 : Définition de la prestation.....	6
1.6 : Organisation de la Maîtrise d'Ouvrage	7
1.7 : Prestations similaires.....	7
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 : CONTENU DES MISSIONS ET MODALITES D'EXECUTION	8
3.1 : Contenu des missions	8
3.2 : Domaines d'interventions.....	9
3.3 : Modalités d'exécution.....	10
3.4 : Responsable technique du contrôle	12
3.5 : Responsabilité du contrôleur technique.....	12
3.6 : Durée des interventions.....	12
ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	13
ARTICLE 5 : COMMANDES - ORDRES DE SERVICE	13
5.1 : Ordres de service.....	13
5.2 : Commandes	14
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ.....	14
6.1 : Contrôle.....	14
6.2 : Insertion de prestations nouvelles	14
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	14
7.1 : Retenue de Garantie.....	14
7.2 : Certificats	14
7.3 : Désignation des sous-traitants en cours de marché	14
7.4 : Secret professionnel	15
7.5 : Accès aux établissements - Identification	15
ARTICLE 8 : FACTURATION - PAIEMENT	16
8.1 : Acomptes et soldes	16
8.2 : Etat d'acompte.....	17
8.3 : Projet de décompte final	17
8.4 : Paiement	17
8.5 : Avances.....	18
ARTICLE 9 : ASSURANCES	19
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	19
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE.....	19
ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION	19
12.1 : Pénalités.....	19
12.2 : Résiliation.....	20
ARTICLE 13 : LITIGES.....	20
ARTICLE 14 : DEROGATIONS	20

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 : Objet

Le présent marché a pour objet la mission de contrôle technique relative à la construction du bâtiment stade sur le site de San Salvador (APHP).

La mission de contrôle technique confiée au titre du présent marché a pour but de s'assurer que les installations, équipements, aménagements et travaux sont établis et réalisés en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur. Ces missions sont définies par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, la norme NFP03-100 et les préconisations COPREC.

La mission concerne l'examen et l'accompagnement des études et des travaux du titulaire du marché de Conception-Réalisation (CR) depuis la procédure de dialogue-compétitif jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et jusqu'à la levée de la dernière réserve.

Des missions connexes pourront être confiées au prestataire par le biais de bons de commande passés selon des prix unitaires définis dans le marché. Ces missions concerneront des prestations non définies par le présent Cahier des Clauses Particulières mais inscrites dans le cadre du projet.

1.2 : Contenu de l'opération

Présentation du site de San Salvador

L'hôpital San Salvador est situé en région PACA, à Hyères (83) et dépend des hôpitaux de Paris APHP.

L'hôpital est localisé sur un site de 21 ha.



Site de l'hôpital de San Salvador

Il accueille des patients enfants, adolescents et adultes polyhandicapés dont la prise en charge sanitaire relève **des soins de suite et réadaptation en hôpital de jour ou en hospitalisation complète**. Des séjours de répit et de bilan peuvent être proposés.

Par ailleurs, l'établissement se complète d'une maison d'accueil spécialisée pour des résidents adultes et d'un établissement enfants adolescents polyhandicapés, relevant du champ médico-social.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	3 / 20

Les personnes accueillies présentent un degré de médicalisation élevée et souffrent de multi-handicaps, de polyhandicap congénital ou acquis dans la toute petite enfance ou de polyhandicap aggravé avec troubles sévères du comportement. Elles peuvent être trachéo-ventilées sous ventilation invasive en continu.

Chiffres clés

Le site se compose d'une douzaine d'unités de soins ou d'hébergement, pour un total de 334 lits et places.

661 professionnels y travaillent au service des patients.

Les services

- Secteur sanitaire :
 - Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR) Neurologique Multi handicap Adultes ;
 - Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR) Neurologique Multi handicap Enfants - Adolescents ;
- Secteur médico-social :
 - Maison d'accueil spécialisée (MAS) ;
 - Etablissement Pour Enfants Ou Adolescents Polyhandicapés (EEAP) ;

Contenu de l'opération

Le projet de construction d'un nouveau bâtiment hospitalier sur le site du Stade s'inscrit dans le projet stratégique médical et médico-social du site. Les aspects d'urbanisation du site ont été explorés pour pouvoir répondre à trois enjeux majeurs :

1) La mise en conformité du site au regard des attendus réglementaires.

Sur la partie médico-sociale, cette mise en conformité est devenue une injonction de l'ARS depuis une visite d'inspection de conformité du site par la DOMS ARS PACA le 27 septembre 2021 qui a débouché sur un avis de non-conformité temporaire, une décision concomitante de gel des admissions et une demande de production d'un plan d'action visant à régler l'ensemble des points non conformes.

La mise en conformité bâtiminaire du secteur médico-social est une opération lourde, qui impacte l'ensemble du cadastre du site :

- Suppression des hébergements au-delà de 2 places ou lits par chambre.
- Respect du nombre minimal de m2 par personne accueillie
- Amélioration des équipements de confort hôtelier (création de salle de bains ou de points d'eau supplémentaires dans les chambres, extension des locaux climatisés, densification du réseau Wifi...)
- Adaptation des espaces communs, de vie sociale et des plateaux médico-techniques

Une mise en conformité est également devenue incontournable dans le secteur des Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR) afin de répondre aux nouvelles conditions techniques d'exploitation prévues par le nouveau décret n° 2022-24 du 11 janvier 2022 relatif aux conditions d'implantation de l'activité SMR.

2) Le maintien du capacitaire autorisé par l'ARS soit 150 lits et places sanitaires (SMR) et 184 places médico-sociales, ce socle capacitaire étant garant de la viabilité et de la pérennité économique du site.

3) La mise en œuvre des orientations du Projet Stratégique

C'est sur ces bases que les travaux de conception du Schéma Directeur Immobilier et Technique (SDIT) ont été conduits.

Les études préalables de faisabilité ont abouti à conclure favorablement sur une extension de locaux matérialisée par le projet de construction d'un nouveau bâtiment SMR et médico-social sur l'emplacement du stade.

Ce projet vise à répondre aux besoins spécifiques de patients en situation de grande dépendance ou nécessitant une prise en charge intensive et pluridisciplinaire. L'un des enjeux majeurs réside dans la création d'un environnement sécurisé et stimulant, adapté aux limitations physiques et cognitives des patients, tout en respectant leur confort et leur dignité. L'aménagement des espaces doit être conçu pour favoriser la rééducation fonctionnelle et la réadaptation, notamment en unité PREPAN, où l'objectif est de maximiser l'autonomie des patients après une hospitalisation ou un événement aigu.

Pour les unités MAS Neuro Adulte et EVC-EPR, l'objectif est d'offrir des soins de longue durée axés sur le maintien des acquis, la prévention des complications et le soutien psychologique des patients et de leurs familles. Cela nécessite des infrastructures modernes et accessibles, équipées de technologies de pointe pour le suivi médical, tout en intégrant des espaces de vie agréables et adaptés à des besoins variés.

Par ailleurs, l'enjeu humain est crucial : l'établissement doit offrir un cadre de travail optimal pour les professionnels de santé, favorisant la collaboration entre les différentes disciplines (médecine, kinésithérapie, ergothérapie, psychologie, etc.) et le développement d'une approche centrée sur le patient. Enfin, le projet doit intégrer des principes de durabilité

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	4 / 20

en tenant compte des réglementations écologiques actuelles pour minimiser son impact environnemental, tout en anticipant l'évolution des besoins en soins spécialisés.

L'opération consiste en la préparation du terrain et la construction d'un bâtiment de 88 lits.

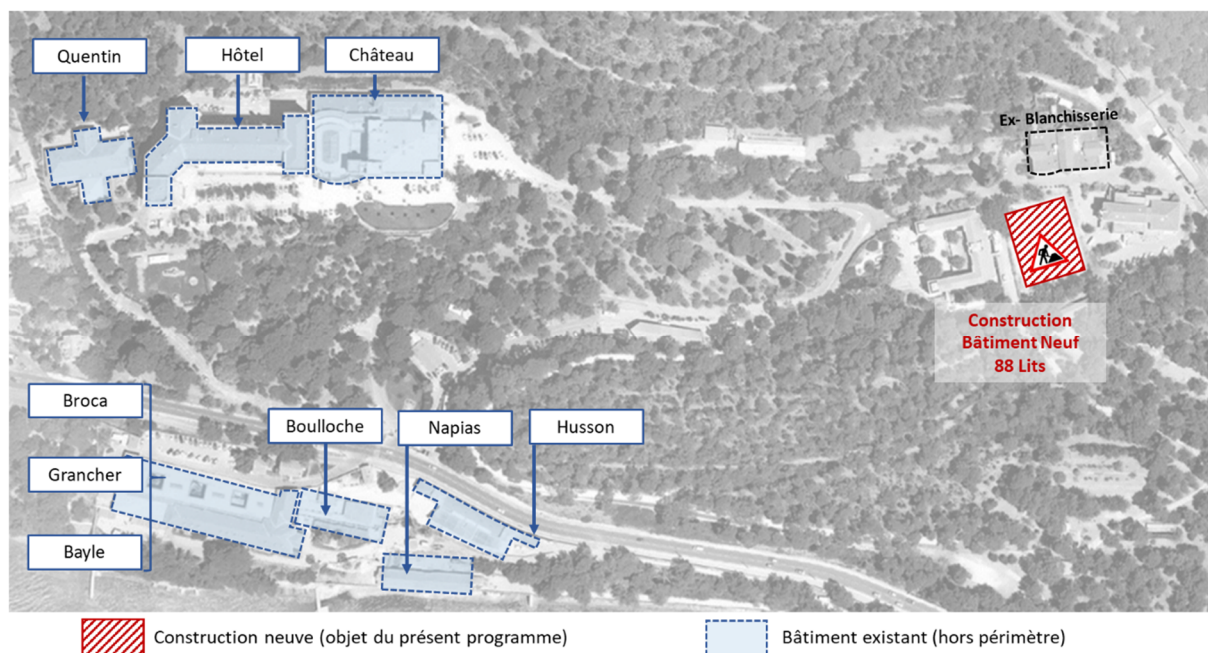


Figure 1 : localisation du projet dans le site

Il regroupe les secteurs hébergements suivants :

- Secteurs sanitaires :
 - 8 lits de PREPAN ;
 - 30 lits d'ECV EPR ;
 - 30 lits de neuro adultes ;
- Médico-sociale : 20 lits de MAS ;

Les fonctions d'hébergement sont complétées d'un plateau technique de rééducation et de l'ensemble des locaux support permettant le bon fonctionnement du bâti : accueil, locaux logistiques, locaux techniques.

Le nouveau bâtiment doit être raccordé aux installations existantes

Il convient également de prendre en compte l'impératif d'une parfaite intégration du nouveau bâtiment en termes d'aspects extérieurs et d'insertion dans le site, de valorisation des espaces verts, de gestion des accès et des flux et ce compte tenu de :

- La localisation remarquable du site sur le littoral et en plein cœur d'un Espace Boisé Classé ;
- La présence d'espace boisé classé en contiguïté de l'assiette foncière dédiée au projet ;
- La présence de bâtiments classés à moins de 500m ;
- La Zone AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) intégrant le domaine de San Salvador

Enfin, le projet s'inscrit dans une démarche environnementale sans pour autant cibler de certification.

- Les surfaces cibles :
 - Surface dans œuvre est estimée à environ 5 100 m²SDO
 - Emprise disponible : environ 1800 m²

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	5 / 20

Maintien de l'activité pendant les travaux

Le chantier sera réalisé sur un site en activité se. Celui-ci devra au cours du chantier répondre à des exigences fonctionnelles et aux contraintes réglementaires, en particulier de sécurité incendie (accessibilité pompiers, évacuations...), tout en préservant la sécurité du personnel et des visiteurs du site.

Les travaux devront pouvoir être organisés afin d'assurer une continuité de fonctionnement du site.

Le planning prévisionnel

Les dates prévisionnelles de réalisation de l'opération sont les suivantes :

- Date prévisionnelle de notification du marché : Février 2026
- Date de remise de l'offre initiale : 29 janvier 2026
- Date de remise de l'offre finale : 26 mai 2026
- Jury de sélection du lauréat : 25 juin 2026
- Date prévisionnelle Phase étude : du 3^{ème} trimestre 2026 au 2^{ème} trimestre 2027
- Date prévisionnelle Phase travaux : du 2^{ème} trimestre 2027 au 1^{er} trimestre 2029
- Date prévisionnelle de réception de l'ouvrage : 1^{er} trimestre 2029
- Date prévisionnelle de fin de garantie de parfait achèvement : 1^{er} trimestre 2030

Mode de dévolution des travaux

Le marché de construction est un marché public global sectoriel de Conception-Réalisation pour la construction du Bâtiment Stade.

La consultation se fait dans le cadre d'un dialogue compétitif avec 1 phase de dialogue :

- Une offre initiale ;
- Une offre finale à l'issue de ces phases.

Les études et les travaux seront réalisés en un lot unique sous la forme d'un groupement titulaire du marché de Conception-Réalisation (CR).

1.3 : Forme

Le présent marché est un marché mixte.

En effet, il :

- Est à prix global et forfaitaire pour les prestations listées dans le DPGF ;
- Résulte d'un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre) sur la passation des marchés publics, c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R2162-2 à R2162-6 du code de la commande publique pour les prestations figurant sur le bordereau de prix unitaires.

1.4 : Durée

Le marché qui sera passé à l'issue de la consultation, sera conclu pour la période d'exécution allant de la date de notification jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

La mission du Contrôleur Technique sera déclenchée par la notification du marché et s'achèvera à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux et jusqu'à la levée de la dernière réserve.

Le démarrage prévisionnel de la mission est prévu en février 2026.

La durée prévisionnelle des travaux est de 24 mois.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOUR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	6 / 20

1.5 : Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé à l'article 3 relatif au contenu de la mission et correspond au contenu de la décomposition du prix global et forfaitaire placée en annexe de l'acte d'engagement.

Pour les prestations figurant sur le bordereau de prix unitaires, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris s'engage sur un montant minimum et le titulaire s'engage sur le montant maximum. Les missions qui pourront être confiées au prestataire, bien qu'inscrites dans le cadre du projet, ne sont pas définies par le présent Cahier des Clauses Particulières.

Les montants minimum et maximum sont les suivants pour l'ensemble de la durée du marché :

- Montant minimum 0 € HT
- Montant maximum 90 000 € HT

1.6 : Organisation de la Maîtrise d'Ouvrage

La conduite de l'opération est assurée par :

Service de la Maitrise d'ouvrage
Direction des Travaux et de la maintenance
Hôpital SAN SALVADOUR
Assistance Publique - Hôpitaux de Paris
4312 route de l'Almanarre - BP 30080 - 83407 HYERES Cedex

1.7 : Prestations similaires

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires exécutées par le titulaire initial au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1, le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- Pièces particulières :
 - L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières, soient la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) en annexe 1 et le Bordereau de prix unitaires (BPU) en annexe 2 ;
 - Le présent cahier des clauses particulières et ses annexes :
 - Tome 1 : Programme Fonctionnel
 - Tome 2 : Programme Technique Détaillé
 - Les bons de commande ;
 - Tout document déposé avec l'offre.
- Pièces générales :
 - Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOUR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	7 / 20

- Code de la construction et de l'habitation ;
- Décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique, JO du 1er juin 1999 ;
- Circulaire du 22 décembre 1982 relative à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (intervention des contrôleurs techniques et marchés correspondants), Économie et finances, JO du 3 février 1983 ;
- NF P 03-100 (septembre 1995 – indice de classement : P 03-100) : Critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- Conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction, adoptées par COPREC-Construction le 30 mai 1997 modifié ;

ARTICLE 3 : CONTENU DES MISSIONS ET MODALITES D'EXECUTION

3.1 : Contenu des missions

Les missions confiées au titulaire sont les suivantes :

- **L** : Solidité des ouvrages et équipements indissociables
- **LE** : Solidité des existants
- **P1** : Solidité des ouvrages indissociables et dissociables
- **AV** : Vérification de la stabilité des constructions avoisinantes
- **S** : décomposée en STI : Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail uniquement
- **F** : Vérification du fonctionnement des installations permettant d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles (y compris les équipements biomédicaux « scellés » inclus aux marchés de travaux)
- **TH** : Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments y compris attestation
- **PH** : Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments
- **HAND + ATT HAND** : Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées y compris attestation accessibilité
- **BRD** : Vérification du passage des brancards
- **ENV** : relative à l'environnement et aux installations classées pour la protection de l'environnement
- **GTB** : Gestion Technique du Bâtiment – vérification de la possibilité pour la GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises
- **HYSa** : vérification de la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé
- **CABL** : vérification des pré-câblages informatiques et téléphoniques
- **VIEL** : Vérification initiale des installations électriques et des appareils élévateurs et de levage (y compris nacelles) intégrant toutes les installations

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	8 / 20

- **HQE** : vérifier et attester que le projet respecte les exigences de la démarche Haute Qualité Environnementale en matière de performance environnementale, énergétique et de confort des usagers.
- **PV** : récolements des procès-verbaux d'essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur l'ensemble des installations et un avis sur les résultats de ces procès-verbaux.

Les dispositions figurant dans la norme NFP 03-100 et le CCTG en matière de référentiels, définition des interventions, et ouvrages sur lesquels portent les missions sont complétées comme suit :

- **Mission L** : La mission portera sur la solidité des ouvrages définitifs ou temporaires nécessaires à l'exécution du programme de travaux à toutes phases de travaux, tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages.
- **Missions LE et AV** : Pour mener à bien ces missions, le contrôleur technique devra signaler au Maître de l'Ouvrage les données relevant d'une mission Diagnostic, qui lui manqueraient.
- **Missions AV** : Pour cette mission relative à la stabilité des avoisinants, sont considérés comme avoisinants sur lesquels portent la mission l'ensemble des corps de bâtiments, murs, ouvrages dans le site de l'hôpital Saint-Antoine. La stabilité sera vérifiée pendant toutes les phases de réalisation des travaux (démolitions, curage, excavations...).
- **Mission F** : Sont également soumis au contrôle technique, les installations et équipements suivants :
 - Éclairage extérieur,
 - Distribution collective d'antennes de télévision,
 - Installations électriques dites de « courants faibles »,
 - Fluides spéciaux,
 - Portes motorisées,
 - Systèmes de fermeture automatique des portes et de contrôles d'accès,
- **Mission GTB** : l'ensemble des systèmes de Gestion technique portant sur toutes les installations prévues au programme seront contrôlées
- **Mission TH** : Cette mission intégrera le contrôle du respect de la réglementation thermique en vigueur au moment du dépôt du PC RT ou réglementation EC et le respect des objectifs thermique du programme et de la labellisation du bâtiment.

L'ensemble des missions s'appliquent donc bien sur tous les ouvrages prévus dans le programme des travaux en annexe au présent CCP et sur toutes les phases de travaux en cours de réalisation et en fin d'exécution.

3.2 : Domaines d'interventions

La mission porte sur l'ensemble des domaines d'intervention suivants :

- A.1 Démolitions, fouilles, injections, confortement
- A.2 Fondations, structure, ouvrages de clos et de couvert
- A.3 Partitions et finitions des ouvrages relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique pour les ouvrages faisant l'objet d'une garantie décennale
- C. Installations thermiques, de ventilation et de conditionnement d'air, réfrigération et désenfumage
- D. Installations électriques et électromécaniques
 - D1 - courants forts (haute et basse tension)
 - D2 - courants faibles (tous types d'installations)
- E. Installations sanitaires, de fluides divers y compris fluides médicaux

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	9 / 20

- F. Equipements hospitaliers, dispositions relatives à la protection contre les rayonnements ionisants
- I. Voiries et réseaux divers
- J. Reconnaissance des sols
- K. En ce qui concerne la solidité des existants, des domaines d'intervention spécifiques supplémentaires sont à prévoir :
 - Les ouvrages d'ossature qui ont été conçus pour recevoir et transmettre aux fondations les charges de toute nature
 - Les ouvrages de clos et couverts fixes ou mobiles qui offrent une protection au moins partielle contre les agressions des éléments extérieurs
 - Les travaux de renforcement provisoire des existants.

3.3 : Modalités d'exécution

Phase études de conception :

Décret du 28 mai 1999, annexe B : *Phase Examen des documents de conception*

- Examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
- Examen des résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation ;
- Examen des rapports d'étude des sols ;
- Examen des avant-projets sommaire et définitif ;
- Examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;
- Participation à des réunions de mises au point techniques.

Le contrôleur technique remettra un avis :

La notification du marché interviendra au cours de la phase APS. Le contrôleur technique remettra un avis :

- Sur les 3 offres en compétition en phase offre initiale (avis de synthèse)
- Sur les 3 offres en compétition en phase offre finale avec une étude particulière du groupement pressenti lauréat notamment en phase de mise au point du marché si nécessaire.
- Sur l'APD et le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) sera fourni sur la base de l'APD.
- Sur le PRO.

Le contrôleur technique est tenu de participer aux différentes réunions de travail, à la demande du Maître d'Ouvrage, avec les autres intervenants sur l'opération.

Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) sera fourni sur la base de l'APD.

En cours de phases études, le contrôleur technique donnera autant que nécessaire ses avis sur les dispositions envisagées par la maîtrise d'œuvre pour répondre aux besoins du projet.

Il donnera son avis sur les dispositions prises en matière de sécurité incendie.

Lors de la phase de consultation des entreprises et de mises au point des marchés, il donnera, autant que nécessaire, ses avis sur les modifications qui seraient portées au Dossier de Consultation des Entreprises et sur les variantes qui seraient étudiées.

Le contrôleur technique accompagnera le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage dans l'obtention des autorisations administratives, permis de démolir et construire. Il formalisera notamment son avis sur le permis de construire (comportant notamment la notice de sécurité et la notice d'accessibilité dans un document spécifique) et les PC modificatifs éventuels. Il analysera par la suite les attendus du permis de construire et des permis modificatifs éventuels.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	10 / 20

Phase exécution des travaux :

Décret du 28 mai 1999, annexe B : *Phase Examen des documents d'exécution*

- Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;
- Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- Participation à des réunions de mises au point techniques.

Le contrôleur technique réalisera l'examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle :

- Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du Code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ; participation à des rendez-vous de chantier.

Le contrôleur technique sera présent à minima à deux réunions de chantier hebdomadaire par mois (compris présence obligatoire à la réunion mensuelle) en plus des visites de chantier ponctuelles qu'il aura à effectuer au titre de sa mission et des contrôles correspondants. En période d'OPR présence nécessaire à toutes les réunions de chantier. En cas de non-respect de cette disposition, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités pour absence en réunion de chantier prévues à l'article 5 du présent CCP sans mise en demeure préalable.

Chaque visite de chantier et réunion de chantier sera suivi par la diffusion d'une fiche de visite diffusée dans les trois jours par courrier + courriel à la MOA, à l'OPC, à la MOE et aux entreprises concernées.

Il participera, sur demande du Maître d'ouvrage aux réunions planifiées et non prévues avec le CHSCT.

Tous les deux mois, le contrôleur technique transmettra par courriel à la MOE et à la MOA le récapitulatif des avis non conformes ou suspendus n'ayant pas fait l'objet de réponse. Ce document qui sera présenté sous la forme d'une ou deux feuilles A4 spécifiques ainsi qu'un document sous format PDF reprendra uniquement les avis non conformes ou suspendus.

Dans le cas de mise en place d'une Gestion Electronique des Données (GED) le contrôleur utilisera ce mode de transmission et communication.

Huit semaines avant la fin du chantier, le contrôleur technique transmettra par courrier à la MOE et à la MOA un dossier papier relié ainsi qu'un document sous format PDF reprenant l'ensemble des fiches de visites et avis émis durant toute la durée du chantier.

Opérations Préalable à la réception

- A l'avancement des contrôles par corps d'états, établissement de pré-rapports de contrôle technique

Réception

- Etablissement du rapport de vérification initiale des installations électriques (VIEL)
- Etablissement du rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT)
- Etablissement du rapport final de contrôle technique (RFCT)

La durée prévisionnelle de la phase d'exécution des travaux est de 24 mois.

Période de garantie de parfait achèvement :

Décret du 28 mai 1999, annexe B : *Phase Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de*

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	11 / 20

parfait achèvement

- Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Pour l'exécution de cette phase, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués.

La mission du Contrôleur Technique s'achève à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, telle que définie à l'article 44.1 du nouveau Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux.

3.4 : Responsable technique du contrôle

Dès la notification de l'Ordre de Service de démarrage de la mission, le Contrôleur Technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les différents avis et rapports au cours de l'exécution du marché.

Le changement de responsable technique qualifié doit être soumis au Maître d'Ouvrage et recueillir son accord.

3.5 : Responsabilité du contrôleur technique

Il est expressément précisé que le Contrôleur Technique doit émettre l'ensemble de ses avis techniques dans des délais strictement compatibles avec l'avancement des travaux.

Dans le cas d'un avis tardif rendu après les délais fixés à l'article 3.8, dont la date d'émission n'est pas compatible avec l'avancement des travaux et dont le respect entraîne des surcoûts et/ou des rallongements de délais du chantier, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit, outre d'appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 12.1, d'engager la responsabilité du Contrôleur Technique et de son assurance afin d'obtenir la prise en charge des conséquences financières, incluant notamment la réalisation de travaux complémentaires ou modificatifs, les rallongements de délais, les désorganisations en terme d'ordonnancement, les réclamations des entreprises,... qu'elle aurait eu à supporter.

3.6 : Durée des interventions

Les délais d'intervention ou de remise de documents à produire par le titulaire sont indiqués en durées calendaires.

Liste des documents	Délais d'établissement	Fait générateur
Avis sur offre initiale	7 jours	A réception du dossier
Avis sur APS offre finale	7 jours	A réception du dossier
Avis sur la notice de sécurité et la notice d'accessibilité du Permis de Construire	10 jours	A réception du dossier
Avis sur APD	20 jours	A réception du dossier
Avis sur le PRO (RICT)	20 jours	A réception du dossier
Avis sur des attendus du Permis de Construire en matière de réglementation incendie et d'accessibilité	7 jours	A réception du dossier
Examen des documents d'exécution et suivi des travaux	10 jours	A réception du dossier
Compte-rendu de visite de chantier	3 jours	Visite de chantier
Rapport à l'issue de la période de parfait	10 jours	Date de fin d'année parfait

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	12 / 20

achèvement		achèvement
Rapport mission « VIEL »	20 jours	Demande de l'établissement du contrôle par la MOA

ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG PI, les prix sont révisables dans les conditions ci-dessous.

La révision des prix est réglée par les dispositions suivantes :

Formule utilisée :

$$P1 = P0 \times [0,15 + 0,85 \times \text{ING} / \text{ING M0}]$$

Avec :

P1 : prix de règlement après la révision ;

P0 : prix du règlement basé sur les prix de l'offre figurant sur la décomposition du prix global et forfaitaire ;

ING : ING (ingénierie) est publié par l'INSEE. Indice du mois de l'exécution de la prestation facturée

ING M0 : indice Ingénierie du mois M0 indiqué dans l'engagement ;

Pour la mise en œuvre de cette formule, le coefficient de révision : $(0,15 + 0,85 \times \text{ING} / \text{ING M0})$ est arrondi au millième supérieur.

Modalités :

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés à l'émission de chaque demande d'acompte. La demande de révision est à calculer par le titulaire, qui la fera apparaître sur sa facture en explicitant les indices considérés.

Dans l'hypothèse de la disparition de l'indice de référence, le nouvel indice le remplaçant se substituera à lui sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Cette substitution sera constatée par un échange de courriers entre les parties.

ARTICLE 5 : COMMANDES – ORDRES DE SERVICE

5.1 : Ordres de service

L'ordre de service sera établi par l'Hôpital SAN SALVADOUR, de l'AP-HP et transmis au titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Il comportera obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande.

L'ordre de service précisera notamment la date de démarrage de la prestation. Si le titulaire estime que, les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié, appellent des observations de sa part, il doit les notifier à la Maîtrise d'Ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-PI, le démarrage des prestations peut intervenir dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOUR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	13 / 20

5.2 : Commandes

Dans le cadre de la partie du marché régie par le BPU, les bons de commande seront établis par la Maîtrise d'Ouvrage. Ils comprendront :

- Le contenu de la commande
- Le montant de la commande
- Le délai d'exécution de la commande

ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

6.1 : Contrôle

L'Hôpital SAN SALVADOUR de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

6.2 : Insertion de prestations nouvelles

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCP de la présente consultation, en application des articles R 2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Ces modifications pourront intervenir par l'établissement d'avenants en application du CCP. Ces modifications seront formalisées comme suit :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles missions au marché,

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

7.1 : Retenue de Garantie

Le titulaire, ses éventuels cotraitants et sous-traitants, sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

7.2 : Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'Hôpital SAN SALVADOUR (AP-HP) n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

7.3 : Désignation des sous-traitants en cours de marché

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cette déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces suivantes : assurances, déclarations fiscales et sociales et tous

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOUR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	14 / 20

documents justifiant des aptitudes professionnelles du sous-traitant notamment l'agrément à exercer l'activité de contrôleur technique.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné par le marché.

Il est rappelé au titulaire que tout agrément d'un sous-traitant ne peut être délivré que pour la durée du marché ; dans le cadre des reconductions les agréments devront être renouvelés.

7.4 : Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le coordonnateur ou les adhérents du groupement de commandes.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

7.5 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	15 / 20

ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT

8.1 : Acomptes et soldes

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures une solution de dématérialisation des factures est mise à disposition des fournisseurs de l'AP-HP.

Il est fortement recommandé au titulaire du marché d'adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution **Chorus Portail Pro**, à l'adresse **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Le titulaire du marché déposera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution **UTILISATION PROGICIEL EDIFLEX - CIRCUIT FACTURATION EDIFLEX**. La gestion des acomptes se substituant à Chorus, le Titulaire sera alors tenu d'y saisir sa DPGF et son avancement.

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signés ou non signés).

L'adresse de facturation est la suivante :

**Hôpital SAN SALVADOR
ASSISTANCE PUBLIQUE – HOPITAUX DE PARIS
Direction des travaux et de la maintenance
Département Administratif
4312, route de l'Almanarre
83400 HYERES**

Le règlement des sommes dues au titulaire du marché fait l'objet d'acomptes, comme indiqué ci-dessous.

Mission donnant lieu à rémunération	Date d'exigibilité de l'acompte	Modalité de fractionnement de l'acompte
Avis sur offre initiale	Date de remise de l'avis	100%
Avis sur offre finale	Date de remise de l'avis	100%
Accompagnement dans la constitution des autorisations administratives (Permis de Démolir et Permis de Construire...) Avis sur la notice de sécurité et la notice d'accessibilité du Permis de Construire	Date de dépose du PC	100%
Avis sur APD	Date de remise de l'avis	100%
Avis sur le PRO (RICT)	Date de remise de l'avis	100%
Analyse et suivi des attendus du Permis de Construire	Date de remise de l'avis	100%
Examen des documents d'exécution et suivi des travaux	Fin de mois	Acomptes trimestriels en fonction de l'avancement exprimé en pourcentage
Vérification initiale des installations électriques et des appareils élévateurs et de levage (y compris nacelles et lève-patients) Mission VIEL	A la validation des rapports de vérifications	100% - solde
Suivi de la période de parfait achèvement	A l'issue de la garantie de parfait achèvement	100%

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	16 / 20

8.2 : Etat d'acompte

Les états d'acompte doivent indiquer :

- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- N° de son compte bancaire tel que précisé sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de la prestation ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Les n° des bons de commande ou ordre de service ;
- Le numéro de marché.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

8.3 : Projet de décompte final

Le projet final est remis par le PROGICIEL EDIFLEX au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, dans un délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement.

Ce décompte final établi par le titulaire comprendra :

- Le montant (décomposé en montant de base + révisions s'il y a lieu) de chaque facture émise par le titulaire ainsi que le montant réglé par l'AP-HP pour chacune de ces factures ;
- Le montant des pénalités éventuellement appliquées ;
- Le montant des décisions de poursuivre ou avenants éventuels ;
- L'intégralité des bons de commande éventuellement passés ;
- Le montant final restant à régler par l'AP-HP.

Le Maître d'Ouvrage vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, calculée à partir des postes suivants :

- Le forfait initial de rémunération, décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées à l'article 4 ;
- Les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage ;
- Le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :
 - Le décompte final ci-dessus ;
 - La récapitulation du montant des décomptes périodiques ;
 - L'incidence de la T.V.A. ;
 - Le montant du solde à verser au titulaire.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Les projets de décompte devront être adressés à l'adresse suivante :

Hôpital SAN SALVADOUR
ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS
Direction des travaux et de la maintenance
Département Administratif
4312, route de l'Almanarre
83400 HYERES

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOUR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	17 / 20

8.4 : Paie ment

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- À l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- À l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales.

Le délai maximum de paiement est de 50 (cinquante) jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur.

Paie ment des sous-traitants :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché ou, en cas de groupement, à celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose contre récépissé.

Le titulaire ou celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire ou celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé, à l'adresse définie à l'article 1.6 du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'alinéa précédent.

8.5 : Avances

Si le titulaire a demandé dans l'acte d'engagement le bénéfice de l'avance forfaitaire, celle-ci sera versée en application des articles L. 2191-3 à L. 2191-12 du code de la commande publique. Le versement est conditionné par la transmission d'une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises
- 10 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65 pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le Titulaire et, à ceux exécutés par chaque sous-traitant déclaré à paiement direct dans l'Acte d'Engagement.

Les modalités de détermination du montant des avances et des remboursements s'appliquent alors respectivement au montant des travaux exécutés directement par le Titulaire et par chaque sous-traitant dans les douze mois suivant la notification du marché.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	18 / 20

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Hôpital SAN SALVADOUR (AP-HP) dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION

12.1 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité en cas de retard dans la remise des divers documents dus au titre de sa mission. L'ensemble des pénalités sont exprimées en montant nets de taxes à déduire sur le montant global TTC.

Pour la remise des différents rapports listés à l'article 3.6 du présent CCP, le titulaire encourt une pénalité de 350€ (trois cent cinquante euros) par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

La Maîtrise d'Ouvrage rappelle l'importance toute particulière pour la bonne tenue du planning du chantier de disposer des avis sur les documents d'exécution dans les délais rappelés à l'article 3.6 du présent CCP. Pour la remise des avis sur documents d'exécution, le titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité de 350€ (trois cent cinquante euros) par jour de retard et par document attendu.

Le contrôleur technique encourra sans mise en demeure préalable une pénalité de 500 € (cinq cents euros) pour non présence à la réunion de chantier hebdomadaire. Cette pénalité est cumulable.

En cas de non-respect des obligations définies à l'article 7.2 du présent Cahier des clauses particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 € (cinq cents euros) par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 € (quarante-cinq mille euros).

12.2 : Résiliation

L'A.P.-H.P. peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (PI), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOUR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	19 / 20

les autres conditions prévues au CCAG / PI (Chapitre VII). Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Hôpital SAN SALVADOUR de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / PI en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 13 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Hôpital SAN SALVADOUR (AP-HP) et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Toulon est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS

L'article 2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 4 du présent CCP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG-PI.

L'article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 3.8.3 du CCAG-PI.

L'article 12.1 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

Toutes les dispositions du présent CCP dérogeant au CCAG - PI sont applicables au marché sans nécessité d'être mentionnées au présent article.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOUR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 11/12/2025	20 / 20